



LES FAITS MARQUANTS DE L'IPBES 1

LUNDI, 21 JANVIER 2013

La première session de la Plénière de la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES 1) s'est ouverte lundi 21 janvier 2013, à Bonn, en Allemagne. Les délégués ont entendu les déclarations liminaires, élu les membres du Bureau et examiné le règlement intérieur des réunions de la Plénière, la politique et les procédures régissant l'admission des observateurs, et le programme de travail initial de l'IPBES.

SESSION D'OUVERTURE

Nick Nuttall, PNUÉ, a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion.

Ursula Heinen-Esser, Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, a remercié les participants pour leur soutien à la décision d'établir le Secrétariat de l'IPBES à Bonn. Elle a appelé les participants à la réunion à prendre les décisions nécessaires pour permettre à l'IPBES d'entamer ses travaux le plus tôt possible. Elle a annoncé que le gouvernement allemand apporterait son soutien à l'IPBES en lui octroyant un million d'euros par an et en créant un bureau de coordination de l'IPBES.

Jürgen Nimptsch, maire de Bonn, a accueilli l'IPBES à Bonn en tant que plus jeune membre de la famille des organisations des Nations Unies basées à Bonn.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUÉ, a remercié le gouvernement allemand et les organisations ayant participé à l'établissement de l'IPBES. Il a souligné le soutien à l'IPBES apporté par la 65ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable 'Rio+20' en 2012, appelant à dépasser les éléments structurels pour agir. Il a ensuite déclaré la réunion ouverte.

QUESTIONS D'ORGANISATION

ÉTAT DE LA COMPOSITION DE LA PLATE-FORME: Achim Steiner a annoncé que 105 États sont actuellement membres de l'IPBES.

ÉLECTION DU BUREAU: Les délégués ont élu les membres suivants au Bureau de la Plénière: Alfred Apau Oteng-Yeboah (Ghana) en tant que vice-président, Fundisile Goodman Mketeni (Afrique du Sud) en tant qu'autre membre du Bureau, et Ali Daud Mohamed (Kenya) en tant que suppléant, pour le Groupe africain; Zakri Abdul Hamid (Malaisie) en tant que président, Yoo Yeon Chul (République de Corée) en tant que membre du Bureau pour la première moitié du mandat et suppléant pour la seconde moitié du mandat, Jay Ram Adhikari (Népal) en tant qu'autre membre du Bureau pour la seconde moitié du mandat et suppléant au cours de la première moitié du mandat, et Asghar Mohammadi Fazel (Iran) en tant que vice-président suppléant, pour l'Asie-Pacifique; Leonel Sierralta Jara (Chili) en tant que vice-président pour la première moitié du mandat et autre membre du Bureau au cours de la seconde moitié du mandat, Spencer Thomas (Grenade) en tant que vice-président pour la seconde moitié du mandat et autre membre du Bureau pour la première moitié du mandat, Adalberto Luis Val

(Brésil) en tant que vice-président suppléant pour la première moitié du mandat et autre membre du Bureau suppléant au cours de la seconde moitié du mandat, et Lilian Ferrufino (Honduras) en tant que membre du Bureau suppléante pour la première moitié du mandat et vice-présidente suppléante pour la seconde moitié du mandat, pour le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC); Robert Watson (Royaume-Uni) en tant que président et Ivar Andreas Baste (Norvège) en tant qu'autre membre du Bureau pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, en notant que ce groupe mène des consultations au sujet des suppléants; et Sergey Trepelkov (Fédération de Russie) en tant que vice-président pour la première moitié du mandat, Senka Barudanović (Bosnie-Herzégovine) en tant que vice-présidente pour la seconde moitié du mandat, Adem Bilgin (Turquie) en tant qu'autre membre du Bureau pour la première moitié du mandat, et Ioseb Kartisivadze (Géorgie) pour la seconde moitié du mandat, pour l'Europe de l'Est.

Achim Steiner a annoncé qu'Alfred Apau Oteng-Yeboah (Ghana) agirait en tant que président de cette réunion, et Leonel Sierralta Jara (Chili) en tant que rapporteur, dans l'attente de la composition finale du Bureau.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET

ORGANISATION DES TRAVAUX: Les délégués ont adopté l'ordre du jour de la réunion (IPBES/1/1 et Add.1) et l'organisation des travaux (IPBES/1/INF/1).

POUVOIRS

Le président Oteng-Yeboah a annoncé que le Bureau examinera les pouvoirs des représentants et soumettra un rapport à la Plénière.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES RÉUNIONS DE LA PLÉNIÈRE: Neville Ash, PNUÉ, a présenté les documents pertinents (IPBES.MI/2/9, Annex I, Appendix II; IPBES/1/3; et IPBES/1/INF/2/Rev.2, INF/3, INF/4, INF/5 et INF/6), en expliquant que les énoncés entre crochets dans le document IPBES/1/3 sont une compilation des observations reçues au cours du processus intersessions.

Les ÉTATS-UNIS, la SUISSE, l'ARGENTINE, la THAÏLANDE, la CHINE, le JAPON, FIDJI, le CONSEIL INTERNATIONAL POUR LA SCIENCE (CIUS) et un représentant des COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LOCALES ont souligné le rôle important de la participation d'observateurs aux travaux de l'IPBES. Les ÉTATS-UNIS ont exprimé l'espoir que la question de l'adhésion de l'Union européenne (UE) puisse être résolue. Avec le soutien du PÉROU et du VENEZUELA, le BRÉSIL a proposé que la durée des mandats du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire (GEM) soit de deux ans.

Le BRÉSIL, la MALAISIE, la BOLIVIE, l'ARGENTINE, la CHINE, la TURQUIE et la RÉPUBLIQUE DE CORÉE ont plaidé pour une prise de décision par consensus. La BOLIVIE a souligné l'importance d'une vision non commerciale et d'une approche décentralisée de la biodiversité, et a plaidé pour une structure décentralisée du GEM.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Nienke Beintema, Jennifer Lenhart, Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., et Ingrid Visseren-Hamakers, Ph.D. Édition numérique: Mike Muzurakis. Version française: Louison Dumaine-Laulusa. Editrices: Elsa Tsioumani et Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2013, par: le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ). Un financement spécial a été fourni par le PNUÉ pour la couverture de cette réunion. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'Équipe du BNT à l'IPBES-1 peut être contactée par courrier électronique via l'adresse suivante: <nienke@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

La CHINE, soutenue par le JAPON, le PÉROU, la MALAISIE, la THAÏLANDE et le Bénin au nom du GROUPE AFRICAÏN, a estimé que le GEM devrait opérer indépendamment du Bureau. La CHINE a demandé une représentation égale des pays en développement et des pays développés au sein du GEM. L'Irlande, au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, et avec le soutien de la THAÏLANDE et de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, a demandé l'adhésion totale et active des organisations d'intégration économique régionales (OIER). La COMMISSION EUROPÉENNE a indiqué que l'adhésion totale des OIER apportera à l'IPBES expérience et ressources. Le VENEZUELA a fait opposition, en faisant valoir que certains États auraient une double représentation.

Le HONDURAS a souligné l'importance d'une approche participative aux travaux de l'IPBES. Le NIGÉRIA, le GUATEMALA et un représentant des COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET LOCALES ont souligné la nécessité de garantir la participation des communautés autochtones et locales. La COLOMBIE a insisté sur l'élaboration de protocoles qui promeuvent le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) des communautés autochtones et locales et le traitement juste des données obtenues.

La PALESTINE a demandé un soutien pour faciliter son adhésion à l'IPBES. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD) a annoncé que son Groupe spécial d'experts chargé de fournir des avis scientifiques présenterait un rapport sur les questions de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse à sa CdP 11. La Convention sur la diversité biologique (CDB), s'exprimant au nom des conventions relatives à la biodiversité, a déclaré qu'un partenariat avec l'IPBES serait un soutien aux objectifs communs de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité et améliorerait la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), s'exprimant au nom du GROUPE DES INTERVENANTS s'étant réuni juste avant l'IPBES 1, et soutenue par le CUIS, a appelé l'IPBES à envisager une stratégie pour la participation des parties intéressées. Un représentant des ENTREPRISES ET de l'INDUSTRIE a exprimé l'espoir que l'IPBES considère la communauté des entreprises comme une ressource et un partenaire.

Le président Oteng-Yeboah a annoncé que les discussions sur ce point de l'ordre du jour se poursuivraient.

POLITIQUE ET PROCÉDURES RÉGISSANT

L'ADMISSION DES OBSERVATEURS: Le président Oteng-Yeboah a présenté le point de l'ordre du jour (IPBES/1/4). La NORVÈGE a exprimé la nécessité de garantir aux observateurs un accès ouvert et aisé. Le CUIS a déclaré que les observateurs devraient se sentir invités à participer, et recevoir un soutien à cet effet. La CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES MENACÉES D'EXTINCTION (CITES) a renvoyé au texte existant concernant les observateurs des organes des Nations Unies. Le président Oteng-Yeboah a proposé de mettre en place un groupe de contact pour examiner cette question. La COLOMBIE, faisant référence au texte entre crochets dans le document IPBES/1/4, et soutenue par le GUATEMALA, le MEXIQUE et l'ÉQUATEUR, a suggéré d'inclure simultanément divers groupes d'observateurs, y compris les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les peuples autochtones et communautés locales. L'ARGENTINE, soutenue par le BRÉSIL, la CHINE, le MEXIQUE et l'ÉQUATEUR, mais contrée par la NORVÈGE et la SUISSE, a estimé que les modifications de texte devraient être examinées par la Plénière plutôt que par un groupe de contact.

L'ARGENTINE a souligné que les questions concernant la prise de décision par consensus, notamment au sujet de l'admission des observateurs, ont déjà fait l'objet d'un accord dans le Document final de Busan et lors de la deuxième session de la Réunion plénière sur l'IPBES à Panama. La représentante a également mis en garde contre le risque de porter atteinte aux questions de procédure en se hâtant d'aborder les questions de fond. Le président Oteng-Yeboah a reporté l'examen de cette question à plus tard.

PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL DE LA PLATE-FORME

Neville Ash (PNUE) a présenté les documents pertinents (IPBES/1/2 et 5, IPBES/1/INF/8, INF/9, INF/10 et INF/14, et le Catalogue des évaluations sur le site Internet de l'IPBES).

PROCHAINES ÉTAPES REQUISES POUR LA PRÉPARATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL:

Le MEXIQUE a souligné la nécessité d'obtenir un CPLCC pour les détenteurs de savoirs autochtones lorsque ces savoirs sont utilisés, et a insisté sur l'importance de parvenir à un équilibre entre les quatre fonctions de l'IPBES. Avec le soutien de l'Irlande s'exprimant au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, le MEXIQUE a souscrit aux messages clés de l'atelier d'experts informel (IPBES/INF.9) concernant les principales questions relevant de l'élaboration d'un cadre conceptuel.

La THAÏLANDE a souligné que les travaux de l'IPBES devraient être déterminés par la demande. L'Irlande, au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, a réitéré son soutien à une approche ascendante des évaluations et à un cadre conceptuel commun. Le représentant a apporté son appui à la tenue d'une réunion supplémentaire d'experts et de parties intéressées afin de poursuivre l'élaboration d'un cadre conceptuel et a proposé qu'un groupe de travail ou tout autre structure soit créé afin de poursuivre les travaux sur le renforcement des capacités. Il a également relevé la référence au rôle de l'IPBES et à la collaboration avec elle dans les décisions CBD/COP/XI/2 et 3.

Le JAPON a souligné la nécessité de préciser les rôles du Bureau et du GEM, et a demandé des études de cadrage. Le représentant a annoncé que son pays serait disposé à accueillir un atelier à cet égard. Avec le soutien du GUATEMALA, le JAPON a également affirmé la nécessité de développer des synergies entre savoirs scientifiques et autochtones, tant que les droits des peuples autochtones sont respectés, et a souligné la nécessité de mener des évaluations scientifiques régionales et de renforcer les capacités internes. La NORVÈGE, soutenue par les ÉTATS-UNIS et le GUATEMALA, a estimé que la priorité devrait être accordée à l'établissement du premier programme de travail de l'IPBES. La NORVÈGE a également proposé de concevoir une évaluation de la biodiversité destinée à être utilisée dans le cadre de la CDB.

La BOLIVIE a fait valoir que le cadre conceptuel de l'IPBES devrait inclure les éléments culturels, spirituels et politiques, et respecter les droits de l'Homme ainsi que les droits de la Terre mère. Le représentant a en outre mis en garde contre la commercialisation de la biodiversité. Le BRÉSIL a demandé instamment que le renforcement des capacités soit inclus dans la liste des principaux produits attendus et résultats considérés.

PROCÉDURE DE RÉCEPTION ET DE

HIÉRARCHISATION DES DEMANDES ADRESSÉES

À LA PLATE-FORME: Le JAPON a souligné la nécessité que l'IPBES réponde aux demandes de manière uniforme, le MEXIQUE et l'AFRIQUE DU SUD soutenant dans ce contexte l'adoption d'un format standard. L'Irlande, au nom des États de l'UE membres de l'IPBES, soutenue par les ÉTATS-UNIS, l'AFRIQUE DU SUD, le BRÉSIL et la CHINE, a souligné la nécessité de préciser les rôles du Bureau, du GEM et/ou de la Plénière, la SUISSE mettant en exergue l'indépendance scientifique du GEM.

La THAÏLANDE a souligné l'importance des demandes émanant d'organisations ou d'organes internationaux, tandis que la CHINE a préconisé d'accorder la priorité aux demandes gouvernementales. La COLOMBIE a averti que les demandes ne devraient pas entraver les autres travaux de l'IPBES. Notant l'importance de la transparence, l'UICN a proposé que les futures demandes contiennent des informations sur leur origine.

Le président Oteng-Yeboah a annoncé qu'il proposerait ultérieurement des étapes à suivre pour ce point à l'ordre du jour.

DANS LES COULOIRS

A leur arrivée dans une ville de Bonn pittoresque et enneigée, les participants étaient enthousiastes et impatients de participer à la première Plénière de l'IPBES. Le jour de l'ouverture, cependant, les félicitations et les célébrations ont lentement fait place à des doutes sur l'éventualité d'une progression de la réunion au delà des questions de procédures et vers la réalisation de réels progrès, un participant exprimant l'espoir que "l'IPBES œuvre dans un esprit de progression". Certains ont exprimé leur frustration face à la lenteur du débat sur les questions d'organisation, mais d'autres ont souligné l'importance fondamentale que revêtent pour l'IPBES des questions comme l'indépendance du GEM ou le rôle des observateurs.